

## - Assemblée Section Porc 2012 -

### - Production porcine bretonne : le sursaut de la compétitivité est possible ! -

Mesdames et Messieurs les Présidents,  
Mesdames et Messieurs les Elus et représentants des Administrations,  
Chers (chères) Collègues et partenaires,

Je tiens tout d'abord à vous remercier tous, très chaleureusement, pour votre participation à notre assemblée générale.

Pour commencer, permettez-moi de soulever que notre Assemblée Générale clôt une année qui a été marquée par des évolutions notables au niveau des présidences de nos organisations professionnelles porcines. Une nouvelle génération arrive aux affaires. Je tiens à saluer, à féliciter Philippe BIZIEN et Philippe LE JOSSEC pour leur élection, à la tête du CRP pour l'un, avec un rôle éminemment politique d'orientation de la production porcine, et de l'ARIP pour le second avec une mission technique essentielle : la mise en réseau des ingénieurs qualité et la réalisation de travaux sur le dossier mâles entiers. Chers Philippe (s), j'apprécie nos échanges et notre collaboration. Bravo à vous deux, bonne route et sachez que l'UGPVB est là, à vos côtés, pour travailler, dans un esprit constructif, avec vous, au côté des autres familles professionnelles que vous réunissez dans vos organisations. Les OP adhérentes à l'UGPVB sont attachées à une gouvernance forte de l'amont, à une Bretagne porcine qui assume son rôle de leader.

Dans ce rapport d'orientation, j'aborderai l'actualité conjoncturelle, l'actualité structurelle, mais aussi les principaux dossiers d'enjeux pour l'UGPVB en 2013.

### Une valorisation aval basée sur un prix payé éleveur à 2 €

Concernant la conjoncture, la situation reste très tendue pour les éleveurs. Nous ne sommes pas confrontés à une flambée du prix des matières premières, la flambée laisse sous-entendre que c'est passager, éphémère. Ce que nous vivons, c'est **une remise à niveau des prix des matières premières, remise à niveau qui sera durable**. Si nous partageons de nombreuses analyses avec nos partenaires de l'abattage, je dois dire que sur la question du prix des matières premières, nous sommes en désaccord avec ce qui a été exprimé dans le rapport d'orientation de l'AG du SNIV-SNCP. Nos partenaires abatteurs ne doivent pas se bercer d'illusions : les niveaux de prix des matières premières ne sont pas le fait d'une bulle spéculative momentanée. La spéculation intervient, bien entendu, mais le mouvement de fond est là. L'époque où le blé était payé 60 francs par quintal est révolue et appartient au passé. Notre filière doit changer de références et cela ne consiste pas à, je cite : « transférer sur le prix de la viande le coût de la spéculation mondiale sur le blé, le maïs ou le soja ». Non, ce n'est pas de cela dont il s'agit ! **Notre filière doit dorénavant concevoir ses relations commerciales sur un niveau de prix payé à l'éleveur à 2 euros**. La répercussion vers l'aval doit être effectuée. Pour l'essence, à la pompe, la GMS s'adapte au cours du baril. Pour les viandes, elle doit s'adapter aux cours des matières premières.

## Le bassin porcin breton en grand danger

Si l'actualité conjoncturelle est mouvementée, l'actualité structurelle est préoccupante. Les abattages sur la zone UNIPORC Ouest ont marqué une première inflexion en 2011. Une baisse de près de 3 % se profile en Bretagne pour 2012. Une baisse de 5 % est probable en 2013. Cette baisse de la production n'est tout simplement que ce nous annonçons depuis quelques années. **Les « non » décisions politiques sur des dossiers stratégiques, simples et qui ne demandent aucun moyen financier de l'Etat, se traduisent aujourd'hui dans les faits.**

## Dumping social : besoin d'une décision qui coûte 0 €

Sur les distorsions de concurrence, les démarches que nous avons entreprises contre le dumping social ont permis d'alerter l'opinion publique, de sensibiliser les décideurs politiques français et les autorités bruxelloises sur les enjeux du dossier. La commission a proposé un projet de texte interprétatif de la directive qui encadre le travail détaché. Ce projet confirme que notre interprétation est la bonne. Néanmoins, ce dossier traîne en longueur et les effets des « non » **décisions politiques apparaissent aujourd'hui dans les chiffres concrets de la baisse de la production.** Nous demandons aux Ministres, de l'Agriculture, de l'Economie, du Redressement Productif de se saisir de ce dossier pour intervenir au niveau européen. **Que des décisions claires et nettes soient enfin prises ! Et rapidement !** A défaut, devons-nous conclure que nos dirigeants, français et européens, sont plus enclins à décider et à mettre la pression lorsqu'il s'agit du bien-être des animaux, et ceci pour séduire les bobos qui orientent le bien-pensant médiatique, plutôt que de s'occuper du bien-être des ouvrières et des ouvriers qui leur permettent de manger à bon marché et d'épargner pour les loisirs et la culture ?

## Dumping fiscal : besoin d'une décision qui coûte 0 €

Sur le dumping fiscal allemand, même musique ! L'avantage que procure le dumping fiscal permettrait, pour un éleveur français moyen, de financer en 5 ans la mise aux normes bien-être de ses truies. Avec Breiz Europe, nous avons saisi la Commission Européenne qui vient de bouger. Nous nous félicitons mais nous souhaiterions une action plus rapide ! Là encore tout cela est trop lent. Là encore, les décideurs politiques manquent d'énergie pour mettre fin à cette distorsion intra-européenne. **Là encore, les « non » décisions se traduisent, dans les chiffres de la production bretonne.** Nous demandons à Monsieur le Ministre de l'Economie de prendre son bâton de pèlerin et d'agir pour défendre et protéger ses acteurs économiques français.

## Développement des élevages et sauvegarde des volumes : besoin d'une décision qui coûte 0 €

Enfin, au niveau structurel, l'autre dossier important est celui de la modernisation de notre parc bâtiment. Nous le répétons depuis de nombreuses années, le parc bâtiment vieillit. Il devient incohérent. Nous avons besoin, pour faire face à la déprise de la production liée au manque d'installations mais aussi aux arrêts d'activités, d'un vrai développement de l'élevage porcin. **Nous ne demandons pas de d'argent, nous demandons simplement à l'Etat de permettre à ceux qui le veulent de pouvoir travailler, entreprendre et investir.** Cela passe par une VRAIE, je dis bien une VRAIE, et non pas une demie, réforme des ZES pour simplifier les procédures. Nous ne remettons pas en cause les normes : nous les appliquons. **Là encore, les « non » décisions se traduisent, dans les chiffres de la production bretonne.**

De nombreux dossiers mobiliseront les organisations de producteurs et les équipes de l'UGPVB en 2013. Je ne ferai pas une liste exhaustive de ces dossiers mais les chantiers ne manquent pas. J'en aborderai quelques-uns.

## **Environnement, nous sommes exemplaires !**

Dans le domaine de l'environnement, nous poursuivons nos travaux concernant la préparation du 5<sup>ème</sup> programme d'action. En matière d'installations classées, le chantier sur la révision des prescriptions techniques se poursuit, et malheureusement, dans le sens de la complexification. Sur la mise en œuvre de la réforme des études d'impact, nous allons, à la demande de notre commission environnement, adapter les outils d'aide mis à disposition des rédacteurs d'études d'impact pour qu'ils disposent, notamment sur les aspects plans et programmes, d'une véritable assistance. Par ailleurs, nous mettrons en œuvre concrètement le partenariat que nous venons d'engager avec CDC Climat. Il s'agit d'un dossier d'anticipation pour étudier dans quelles mesures l'élevage porcin pourrait participer au défi climatique. Enfin, notre collaboration avec l'IFIP visant à bâtir un outil d'évaluation globale des performances environnementales nous amènera à décider du déploiement de cet outil, et de ses modalités. Sur le dossier énergie, là encore, la production porcine est au rendez-vous : le nombre de dossiers PPE, en progression, illustre notre dynamisme dans ce domaine. Je me félicite aussi que nous ayons pu conclure un partenariat avec EDF pour valoriser les certificats d'économie d'énergie détenus par les éleveurs. Depuis juin, les choses sont en ligne et, en 2013, je souhaite que nous puissions monter en puissance sur les CEE. L'environnement est un dossier très technique, très politique, en bref très compliqué. Je tiens à remercier Patrice DRILLET pour son investissement sur tous ces dossiers qui demandent beaucoup de temps, d'énergie et de patience. Je tiens à saluer Bernard ROUXEL, sur qui nous comptons tous pour l'avenir.

## **Conforter l'excellence sanitaire en Bretagne**

Dans le domaine sanitaire, de nombreux dossiers sont ouverts et des avancées concrètes sont observées. Sur l'usage d'antibiotiques, les communications récentes de l'ANSES démontrent que la production porcine sait agir pour répondre aux attentes de la société. En 2013, nous poursuivons la sensibilisation des éleveurs sur ce dossier en nous appuyant notamment sur une compilation des conclusions de trois récentes thèses réalisées sur le sujet. Par ailleurs, avec notre partenaire OVS Porc Bretagne, nous maintiendrons la vigilance, vigilance qui repose notamment sur la surveillance de la grippe, des pathologies dominantes et exceptionnelles, de l'Aujeszky sur les populations de sangliers en Côtes d'Armor. Nous souhaitons d'ailleurs que cette surveillance de l'Aujeszky soit élargie à l'échelle de la Bretagne. Sur le SDRP, nous finaliserons l'étude de séquençage des souches : cela nous permettra de voir où nous en sommes et de disposer d'une base pour surveiller à l'avenir les intrusions sur notre territoire. Concernant cette pathologie, sur proposition des vétérinaires réunis au sein de l'OVS Porc Bretagne et de l'UGPVB, le CRP Bretagne vient de prendre des décisions politiques pour mettre en place un plan d'action collectif en Bretagne. Nous, responsables professionnels, devons faire preuve d'audace, en 2013, pour la mise en œuvre concrète des actions concernant ce plan breton. Merci à Joseph GERARD pour son travail sur ce dossier, merci aussi à Marcel CORMAN, un grand passionné de sanitaire et dont l'expérience est toujours précieuse à l'OVS Porc Bretagne. La gouvernance sanitaire concerne les trois filières, j'aborderai cette question en fin de matinée.

## **Qualité : engager collectivement le bassin breton sur les dossiers d'enjeux stratégiques**

En qualité, nous avons fiabilisé la démarche VPF et QT. Nous devons dorénavant nous atteler au dossier QS. Nous sommes prêts à avancer mais soyons vigilants et faisons attention à ne pas sauter pieds joints dans des dispositifs qui seraient discriminatoires pour les éleveurs. Je pense notamment aux salmonelles. La commission qualité, qui est sous l'autorité de Philippe LE JOSSEC, que je remercie, a en charge le dossier sensible du mâle entier. DROSME avance mais il ne faut pas compter sur des techniques industrielles avant plusieurs années. Pour cette raison, notre bassin doit gagner en expertise sur tous les aspects de l'élevage de verrassons. Les premiers résultats des travaux conduits par l'ARIP sur ce dossier, non communiqués à ce jour, sont, semble-t-il, très riches d'enseignement quant aux techniques de qualification des carcasses.

Mais ces travaux doivent être amplifiés. Nous soutenons les démarches entreprises par le Président du Comité Régional Porcin pour que ces essais montent en puissance, avec les abattoirs, et ceci pour asseoir l'expertise sur une synthèse collective qui s'imprègne des compétences de chacun des acteurs du bassin. Ce dossier ultra-sensible ne doit pas être traité par le jeu de la concurrence, mais collectivement pour garantir le consommateur. Nous, OP et éleveurs, sommes prêts pour travailler sur ce dossier ; aux abatteurs de dire si, oui ou non, ils veulent approfondir les travaux pour avancer, .... ou attendre !

## Bien-être : passer des moyens à la mesure objective

Concernant le bien-être animal, les travaux initiés au niveau de la commission régionale commune à la FRSEA, la CRAB et l'UGPVB, vont se poursuivre dans les prochaines semaines. Nous avons décidé, sur la base des nouvelles lignes directrices européennes concernant le bien-être animal, là encore, d'anticiper en travaillant à la définition d'indicateurs que nous proposerons aux pouvoirs publics. Notre bassin doit assumer, là aussi, son rôle de leader, et ceci en collaboration avec Coop de France, FNP et Inaporc. Dans le domaine du bien-être, nous avons été des précurseurs en matière de transportabilité des animaux. Nos travaux ont été repris au niveau national et vont l'être au niveau européen. **Chaque fois que nous le pouvons, ne laissons pas les textes s'écrire sur la seule base de l'expertise et des suggestions de nos concurrents. Sachons aller de l'avant pour imposer nos propres normes.** C'est un travail fastidieux, de longue haleine, qui ne se voit pas et qu'il est difficile de valoriser auprès des éleveurs. Sur un autre dossier, celui des contrôles en élevage, qui touche directement les éleveurs, un gros travail est engagé pour faire évoluer le vademecum. Nous demandons à l'administration, tout simplement, d'intégrer le pragmatisme que les acteurs de terrain proposent sur ce sujet. Bravo Henri de THORE pour son travail de fourmis qui demande beaucoup de rigueur, de constance et d'investigation.

## Les bretons nous attendent : parlons-leur !

En matière de communication, nous avons fait du chemin depuis quelques années. Poursuivons nos efforts. **L'opération portes-ouvertes est un succès. Je souhaite que cela devienne un rendez-vous.** Nous sommes conscients que cela demande de l'énergie, de l'investissement au niveau des organisations de producteurs mais cette implication est payante. J'invite toutes les organisations de producteurs à, d'ores et déjà, réfléchir aux élevages qu'elles pourront proposer en 2013. Concernant l'attractivité du métier, nous avons produit une plaquette au niveau du CRP. C'est un très bon boulot. Nous procéderons à son déploiement en 2013 et ceci par tous les réseaux pour toucher les cibles prioritaires. Je tiens à saluer David RIOU : tu as des idées, tu fédères et entraines. Bravo ! Bravo aussi à toutes celles et tous ceux qui ont mouillé leur maillot, aux Tonnerres de Brest, et en plein centre de Rennes pour promouvoir l'élevage de porc.

## Simplifier et gagner en efficacité dans nos organisations

Le Bureau porc de l'UGPVB demande à ce que nous ouvrons à nouveau le dossier de la restructuration de nos organisations régionales porcines. **C'est un gros chantier, c'est surtout une réelle attente des éleveurs qui nous demandent de simplifier nos instances.** Nous devons leur répondre. C'est aussi une obligation si nous souhaitons, nous paysans, garder la main, garder une gouvernance forte au niveau de l'amont porcin en Bretagne. Le nombre d'éleveurs diminue, le nombre de candidats pour prendre des responsabilités dans les organisations, également. Nous devons agir. Ce chantier a déjà été ouvert en 2007, travaillé en 2008, enterré en 2009. Peut-être était-ce trop tôt ? Le moment est venu de reprendre ce dossier. Pour toutes les raisons que je viens d'indiquer, mais aussi parce que les débats engagés au niveau européen, notamment sur la PAC, évoluent depuis quelques années dans le sens d'un plus grand pouvoir de marché en faveur de la production. Nous ne pouvons pas rester à côté de ces grandes orientations. Les organisations de producteurs feront des propositions dans les prochains

mois. Je souhaite que toutes les organisations partenaires, et membres du CRP de Bretagne, soient ouvertes à la discussion sur cette nécessaire évolution attendue par le terrain.

## **Production porcine bretonne : le sursaut est possible, nous sommes prêts**

En conclusion, et là je m'adresse à tous les partenaires de la filière porcine, qu'ils soient organisations professionnelles, décideurs politiques, décideurs administratifs, sachez que nous sommes très déterminés à relever les nombreux défis de la production porcine en Bretagne : les défis sanitaires, environnementaux, de l'énergie, les défis d'organisation, etc... Nous sommes prêts à relever le défi économique, le défi structurel du volume de production et donc, le défi de l'activité industrielle et de l'emploi. Nous le ferons si les décideurs politiques font le choix de l'emploi et décident d'arrêter de nous bloquer. **Nous sommes prêts à relever les nombreux défis de notre société et notamment celui du développement durable.** Nous sommes en train de bâtir notre projet développement durable. Il devrait être finalisé en 2013. Les premières conclusions provisoires que nous tirons de nos entretiens avec les 50 parties prenantes identifiées confirment très majoritairement l'enjeu des volumes de production en Bretagne.

**Les organisations de producteurs sont prêtes à relever ces défis car nous comptons, dans nos rangs, des gens passionnés, des jeunes motivés pour avancer. Pour ces raisons, nous travaillons, depuis quelques semaines, à l'établissement d'un plan porc breton. Nous le présenterons aux décideurs politiques régionaux, aux décideurs administratifs et à la presse dans les prochains jours. Après, chacun prendra ses responsabilités !**

Enfin, je tiens à vous remercier, tous, pour votre engagement à l'UGPVB et remercie l'ensemble du personnel de l'UGPVB pour son investissement professionnel et engagé à nos côtés.

Merci.

Le Président,  
**Michel BLOC'H**